

<https://www.pressegauche.org/Negociations-du-secteur-public-Un-sondage-CROP-revele-que-les-trois-quarts-des-Quebecois-estiment-qu-un-reglement-aiderait-a-lutter-contre-la-pandemie-de-covid-19>



Négociations du secteur public - Un sondage CROP révèle que les trois quarts des Québécois estiment qu'un règlement aiderait à lutter contre la pandémie de COVID-19 (FTQ)

Date de mise en ligne : dimanche 25 octobre 2020



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 25 oct. 2020 - Un [sondage CROP](#) commandé par la FTQ et ses syndicats affiliés impliqués dans la négociation du secteur public (SCFP-Québec, SQEES 298, SEPB, UES 800) révèle clairement que la grande majorité des Québécois et Québécoises considèrent qu'un accord sur le renouvellement des conventions collectives des travailleurs et travailleuses de l'état contribuerait à lutter contre la COVID-19. En effet, 75% des personnes interrogées ont répondu oui à la question voulant qu'un règlement aiderait à faire face à la pandémie.

« Il est temps de mettre cette négociation derrière nous et de concentrer tous nos efforts à lutter contre la crise que nous traversons. Nous avons déposé des demandes raisonnables et proposé des pistes de solutions gagnant/gagnant pour le gouvernement, les travailleuses et les travailleurs et pour la population du Québec. Nos gens sont épuisés, ils ont besoin de reconnaissance, de meilleures conditions d'exercice d'emploi et de meilleurs salaires », déclare le président de la FTQ Daniel Boyer.

« On ne va jamais réussir à recruter et à maintenir en emploi des travailleurs et travailleuses dans le secteur public tant que cette situation ne sera pas réglée. D'ailleurs, la population le comprend bien. Le message est clair : 84% des répondants estiment que la trop grande charge de travail et les salaires trop bas sont les principales causes de la pénurie de personnel », ajoute le président de la FTQ.

D'ailleurs, 77% des répondants au sondage estiment que les salaires versés sont un investissement plutôt qu'une dépense.

Les résultats du sondage, effectué entre le 15 et le 20 octobre auprès de 1500 répondants, sont également très inquiétants pour l'avenir des services publics. Chez les personnes interrogées qui oeuvrent dans le secteur public, 41% ont déclaré, dans la situation actuelle, songer à un changement de carrière, cette proportion grimpe à 56 % chez les jeunes travailleurs et travailleuses de 18 à 34 ans.

« En laissant traîner la négociation, c'est clair que plusieurs travailleurs et travailleuses vont quitter le réseau, d'ailleurs c'est déjà commencé. Nous sommes en train de perdre des gens d'expérience ainsi que la relève. Le gouvernement doit se réveiller et donner le mandat à ses négociateurs de régler, et rapidement », conclut Daniel Boyer.

Statistiques pour déboulonner quelques mythes et mieux comprendre les enjeux de cette négociation :

- ▶ Moyenne salariale des employés du secteur public (FTQ) : 36 155,49 \$;
- ▶ Moyenne salariale des employés occasionnels et temporaires (FTQ) du secteur public (autres que réguliers) : 28 490,15 \$;
- ▶ Retard salarial du secteur public (FTQ) : 6,2 % ;
- ▶ Pourcentage de femmes que nous représentons (FTQ) : 73,7 % ;
- ▶ Pourcentage de travailleurs et travailleuses qui n'ont pas de permanence ou de poste à temps complet (FTQ) :

43,2 %.